

## Dommages causés par la libéralisation et impasse de la dette



La libéralisation des échanges, des importations et de l'investissement, qui a démarré au milieu des années 1980, a affecté l'agriculture et les petits commerçants, sapé les petites entreprises et industries familiales féminines et causé des dommages à l'industrie nationale, tandis que les incitations offertes pour attirer l'investissement étranger direct ont érodé l'assiette fiscale existante, avec peu de retombées positives. Par ailleurs, l'Initiative PPTE n'offre pas de sortie durable des problèmes d'endettement et a un impact minimal sur la réduction de la pauvreté.

### Ressources nationales

Avec un produit intérieur brut (PIB) d'environ 8,33 milliards de dollars US (taux de change de 2000)<sup>1</sup>, la Tanzanie est un des pays les moins avancés au monde. L'économie tanzanienne est principalement tributaire de l'agriculture qui, en 2000, représentait 48,2% du PIB. Les secteurs commercial, hôtelier et de la restauration représentaient 15,6%; les services financiers et d'affaires 9,9%; l'industrie manufacturière 7,9%; l'administration publique et les autres services 7,3%; les transports et communication 5,2%; la construction 4,4%; l'industrie minière et extractive 2,2%; et l'électricité et l'eau 1,6% (*Enquête Economique*, 2000).

La principale source de revenu pour le gouvernement en 2000/2001 était la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Ses effets sur les femmes et les pauvres n'ont pas encore été pleinement évalués, mais cette question sera bientôt examinée par le Programme de Gestion Financière Publique (*Public Financial Management Program - PFMP*) et par Contrôle Citoyen Tanzanie. La TVA à 20% cible les consommateurs sans faire de distinction entre les nantis et les défavorisés. Tous les résidents du pays payent la taxe par le biais de la TVA, sauf les investisseurs étrangers qui bénéficient parfois d'importantes exonérations. Le niveau des services fournis par le gouvernement est très faible et la formation insuffisante des contribuables et des percepteurs, conjuguée à la corruption et aux faibles contrôles administratifs, a fait que le public est las de l'impôt. Les citoyens ne voient aucun lien clair entre les taxes qu'ils paient et la quantité et la qualité des services publics qu'ils reçoivent en échange.

### Le déficit public perpétue la pauvreté

Traditionnellement, les dépenses publiques ont été plus élevées que les recettes, créant des déficits de plusieurs millions de shillings. Ces déficits ont entraîné une réduction des dépenses publiques, y compris celles au titre des services sociaux, dans une tentative d'équilibrer les dépenses et les recettes collectées. Les secteurs les plus vitaux tels que l'éducation, la santé, l'eau, les routes et l'agriculture reçoivent des financements nettement insuffisants.

En 2000-2001, 27,2% du budget de fonctionnement total étaient réservés au paiement du service de la dette publique, mais 47,5% ont été effectivement dépensés à cette fin durant le premier semestre de l'année (*Enquête Economique*, 2000).

### Libéralisation des échanges: effets négatifs disproportionnés sur les pauvres

La libéralisation des échanges, des importations et de l'investissement, qui a démarré au milieu des années 1980, a eu des effets différents sur les hommes et les femmes, ainsi qu'un impact disproportionné sur les petits commerçants. Un code des investissements autorisant les étrangers à se lancer dans la vente au détail et les

activités à petite échelle a ruiné les petites entreprises et industries familiales féminines. Les incitations offertes pour attirer l'investissement étranger direct ont érodé l'assiette fiscale existante, avec peu de retombées positives. La plupart des industries qui en bénéficiaient sont les grandes industries appartenant aux étrangers et exploitées par eux, employant des travailleurs expatriés comme cadres de haut niveau et payant de faibles salaires aux travailleurs tanzaniens, même qualifiés. Ces industries ne sont pas assujetties à la réglementation gouvernementale en place, promouvant l'égalité entre les sexes et les normes du travail.

En outre, l'adhésion de la Tanzanie à des accords commerciaux de libre-échange ou préférentiels a nui aux industries locales ainsi qu'à la production artisanale et au petit commerce du secteur informel où travaillent un grand nombre de femmes. Par exemple, les grandes entreprises de pêche à prédominance masculine ont remplacé les petites entreprises féminines locales spécialisées dans le traitement et la vente locale du poisson. De grandes entreprises de vêtements d'occasion importés à bas prix ou parfois même déversés par les pays occidentaux ont affecté les femmes qui, habituellement, produisent des tissus teints et du batik, tout comme d'autres industries locales employant nombre d'hommes et de femmes.

L'agriculture aussi a été touchée. Au cours de la dernière décennie, le gouvernement a supprimé le soutien aux prix pour les petits producteurs. Les commerçants privés ont été autorisés à acheter leurs produits directement aux paysans, les grands domaines agricoles appartenant à l'Etat ont été privatisés, les subventions alimentaires en faveur des consommateurs ont été supprimées, et les producteurs n'ont plus reçu d'intrants agricoles tels que les semences et les engrais. Tous ces facteurs conjugués à la perte de pouvoir d'achat résultant de l'inflation ont signifié que malgré la croissance nationale enregistrée dans l'ensemble, la majorité des tanzaniens ont subi la hausse des prix des denrées de première nécessité. (Keller et Kinase, 1999)

### Impact des politiques de libéralisation sur les femmes

Tout indique que les femmes plus que les hommes ont subi les effets négatifs des politiques d'ajustement fiscal. A tous les niveaux, les femmes sont plus que jamais marginalisées. Il y a peu de femmes parmi les hautes autorités qui prennent les grandes décisions gouvernementales.

Les femmes et les enfants sont les usagers les plus fréquents des structures de santé, ce qui fait que lorsqu'un budget de la santé est réduit de moitié, ce sont eux qui en pâtissent le plus. On donne aux femmes pauvres l'impression fautive que les services de santé seront gratuits. Mais les femmes enceintes qui se rendent dans des hôpitaux publics pour accoucher doivent apporter une trousse d'accouchement. La plupart, n'en ayant pas les moyens, accouchent à domicile. De surcroît, les médicaments et le matériel ne sont souvent pas disponibles dans les hôpitaux publics, même s'ils sont censés être gratuits, ce qui veut dire qu'il faut les acheter dans les dispensaires privés. De plus, en raison des frais d'usage et de la suppression du soutien gouvernemental, les familles – autrement dit les femmes – doivent supporter le gros de la charge des

<sup>1</sup> Note de la rédaction: Ces données ont pour source *The Economic Survey 2000*. La Base de données des indicateurs mondiaux du développement de la Banque mondiale indique un PIB de 9.315 millions de dollars US pour la même année.

soins aux malades et aux personnes âgées. Cela a creusé l'inégalité en ce qui concerne la durée de la journée de travail des hommes et des femmes: l'on estime que les femmes en milieu rural travaillent plus de 14 heures par jour, contre 10 heures pour les hommes.

Dans les zones rurales, libéralisation exige l'accroissement des exportations et donc, la hausse des rendements agricoles. En l'absence de techniques agricoles améliorées, les paysans n'ont d'autre alternative que d'étendre leurs champs, avec pour seul appui la houe et la main-d'œuvre humaine. Cela veut dire une charge de travail accrue pour les femmes qui doivent cultiver, désherber et récolter les hectares supplémentaires. Les femmes rurales qui doivent cultiver des produits alimentaires pour faire vivre leurs familles sont à présent poussées par le gouvernement à produire un surcroît de cultures vivrières et commerciales pour satisfaire le marché mondial.

En raison de l'accroissement de la production agricole, les femmes productrices devraient avoir davantage voix au chapitre concernant la manière dont les autorités gouvernementales dépensent les fonds gagnés. Tel n'est toutefois pas le cas en Tanzanie. On demande aux femmes de produire davantage, mais on leur donne moins en échange.

L'augmentation des surfaces cultivées s'est également traduite par une diminution des forêts, en raison du système d'écobuage pratiqué en milieu rural tanzanien. De vastes terres nues et stériles s'étendent à perte de vue, obligeant ainsi les femmes rurales à aller de plus en plus loin pour chercher du bois de chauffe. Sans couverture forestière, les réserves d'eau tarissent, augmentant la distance que les femmes doivent parcourir à pied pour chercher de l'eau.

Les femmes urbaines comme rurales ont besoin de temps et d'un environnement propice (notamment une base économique solide) si l'on veut qu'elles œuvrent à la réalisation de l'égalité entre les sexes. Les programmes d'ajustement structurel (PAS) ont épuisé tout leur temps et leur énergie. Pour les femmes, moins de temps libre signifie une capacité réduite à s'organiser et à faire pression pour le renforcement de leurs pouvoirs au sein de la société.

### Engagement en faveur d'un budget national qui tienne compte du genre

Des efforts ont été faits pour rendre les dépenses publiques plus équitables du point de vue du genre, mais beaucoup de chemin reste à parcourir. A la suite des pressions des ONG et de la volonté de certains des acteurs gouvernementaux clés, une initiative a été lancée en 2000 au ministère des Finances, pour sensibiliser davantage sur les questions de genre dans six secteurs administratifs pilotes. Ce processus est financé par l'Agence suédoise de développement international (SIDA) avec l'appui d'ONG, en particulier du Tanzania Gender Networking Program (TGNP), et de consultants internationaux. L'initiative étant à ses débuts, aucun résultat majeur n'a été documenté, en termes de changements dans l'allocation des ressources.

Le processus a été cependant encourageant, étant donné que des secteurs choisis ont commencé à inclure des objectifs qui tiennent compte du genre dans leurs priorités de budgétisation. On s'attend à ce que le processus d'intégration des questions de genre s'étende à la budgétisation dans les secteurs restants, au niveau local (à travers le Programme de réforme des gouvernements locaux) et aux cadres macroéconomiques à travers le PFMP triennal du gouvernement. Ce dernier programme comporte quelques possibilités intéressantes, parmi lesquelles l'évaluation du travail non rémunéré des femmes comme un des facteurs à inclure dans le calcul du PIB.

### Nouveaux emprunts pour payer les anciennes dettes: les limites de l'Initiative PPTE

Fin septembre 2001, la dette extérieure totale s'élevait à 7 501,9 millions de dollars US. Il est prévu une baisse des paiements du service de la dette au FMI et à la Banque mondiale, lesquels vont passer de 61 millions de dollars US pendant l'exercice 2000/2001 à 35 millions de dollars US pendant l'exercice 2002/2003. A partir de 2003/2004, cependant, les obligations au titre du service de la dette devraient, selon les prévisions, dépasser les paiements effectifs en 2000/2001, même après un allègement total au titre du programme en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). En ajoutant la dette intérieure à la dette extérieure, l'impact fiscal de la dette (le rapport du service de la dette aux recettes fiscales) reste élevé, se situant à plus de 20%.

Une des raisons principales pour lesquelles la dette de la Tanzanie ne sera pas réduite au niveau convenu, c'est que le pays continue de souscrire de nouveaux emprunts, et que ces nouvelles dettes qui ne sont pas incluses dans le PPTE vont arriver à échéance. La Tanzanie n'est pas un cas unique en l'espèce. Ce système qui consiste à contracter de nouveaux prêts pour continuer à rembourser les anciennes dettes, même si celles-ci sont réduites dans le cadre du PPTE, maintient les pays dans le cercle vicieux de l'endettement.

L'Initiative PPTE n'offre de sortie durable des problèmes de l'endettement que si les pays atteignent une croissance économique forte et partagée, associée à de nouveaux investissements privés, à l'ouverture des marchés et à une aide au développement supplémentaire. Ces conditions n'existent pas en Tanzanie. Après allègement total de la dette, les paiements au titre du service de la dette vont à nouveau augmenter. L'actuel Plan stratégique de réduction de la pauvreté (PSRP) n'est pas entièrement financé. Ce déficit de financement d'environ 30% compromet la lutte contre la pauvreté.

L'allègement de la dette dans le cadre du PPTE a un impact minimal en matière de réduction de la pauvreté.

### Recommandations

Le gouvernement devrait réduire les dépenses dans d'autres secteurs, afin d'accroître le budget des services publics.

L'allègement de la dette dans le cadre de l'initiative PPTE, aussi faible soit-il, aura un impact considérable si le PSRP est entièrement financé. Par conséquent, les bailleurs de fonds devraient accroître leur appui financier au PSRP, au moyen de subventions. Il faudrait aussi supprimer totalement et inconditionnellement la dette afin de sortir de la pauvreté.

Le processus d'ajustement structurel en cours, et notamment la privatisation, doit être soigneusement examiné et rendu plus favorable aux couches sociales pauvres. La privatisation devrait éviter les effets sociaux négatifs tels que les réductions massives des dépenses et l'aggravation accélérée de la pauvreté en général.

Il faudrait adopter des mécanismes pour garantir la pleine participation à la formulation des politiques, la mise en œuvre et le suivi de la stratégie d'allègement de la dette, en accordant une attention particulière aux inégalités économiques et entre les sexes. ■

### Références

- Country presentation for United Republic of Tanzania. *Third United Nations Conference on the Least Developed Countries*. Mars 2001.
- Economic Monthly Review*, Bank of Tanzania, octobre 2001.
- Bonnie Keller et Demere Kitunga, Tanzania Gender Networking Programme (TGNP). *Towards Gender Equality in Tanzania*. SIDA. Février 1999.
- Demere Kitunga. «Challenging Macro-Economic and Institutional Frameworks from a Gender Perspective». Notes tirées d'une présentation à: *2001 Gender Festival*, Dar es Salaam, septembre 2001.
- P.J. Mgonja, H.K. Mwampeta et E.S. Sikazwe. *Industry and Commerce Sector: Research Report*. Tanzania Gender Networking Programme. Mars 2000.
- Karlen Joyner et Tanzania Social-Economic Trust (TASOET). *Research Report*. Décembre 2000.
- United Nations Development Programme. *Poverty Report 2000: Overcoming Human Poverty*.
- The Planning Commission. *The Economic Survey, 2000*. Dar Es Salaam, Tanzanie, juin 2001.
- Tanzania Gender Networking Programme. *Gender Budget Initiative: A Research Report*. Dar es Salaam, 1998.
- Tanzania Economic Monthly Review*, octobre 2001.
- United Republic of Tanzania. *Country Report 2001, International Millennium Declaration Development Goals*.

Women's Legal Aid Centre (WLAC) <wlac@intafrika.com>  
Tanzania Gender Networking Programme (TGNP)  
National Youth Forum (NYF)  
Tanzania Media Women Association (TAMWA)  
Tanzania Home Economic Association (TAHEA)  
Tanzania Coalition on Debt and Development (TCDD)  
Coalition on Good Government (CGG)  
Tanzania Women Lawyers Association (TAWLA)

Au nom des membres de la section tanzanienne du réseau d'organisations non gouvernementales des droits de l'homme en Afrique australe (SAHRINGTON)